



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ  
ΤΗ 23 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1979

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
258

### ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

#### ΝΟΜΟΙ

- N. 986. Περί κυρώσεως του από 17 Μαρτίου 1979 Γ' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας. . . . . 1
- N. 987. Περί επιστροφής προικίων ακινήτων εις περιπτώσιν λύσεως του γάμου και άλλων τινών διατάξεων. . . . . 2
- N. 988. Περί ρυθμίσεως μισθολογικών τινών θεμάτων αφορώντων τους Αξιωματικούς και Ανθυπασπιστάς των Ενόπλων Δυνάμεων των Σωμάτων Ασφαλείας και Λιμενικού Σώματος. . . . . 3
- #### ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ
919. Περί μερικής ανάκλησεως Διατάγματος περί κυρώσεως συμπληρωματικών Πινάκων Αξιωματικών Πολεμικής Αεροπορίας. . . . . 4
920. Περί άνακατανομής κενών θέσεων Βοηθών εις θέσεις Επιστημονικών Συνεργατών παρά τη Νομική Σχολή του Πανεπιστημίου Αθηνών. . . . . 5
921. Περί μετατροπής κενών θέσεων επικουρικών καθηγητών της Φιλοσοφικής Σχολής του Πανεπιστημίου Αθηνών εις εκτάκτους αυτοτελείς έδρας της αυτής Σχολής και καθορισμού του τίτλου και του περιεχομένου αυτών. . . . . 6
922. Περί τροποποιήσεως των παρ. 2 και 4 του άρθρου 7 του Κανονισμού Παροχών του Ταμείου Επικουρικής Ασφαλίσεως Άρτοποιών. . . . . 7

#### ΝΟΜΟΙ

(1)

#### ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 986

Περί κυρώσεως του από 17 Μαρτίου 1979 Γ' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας.

#### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Υψηφίσταμενοι όμοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσαμεν:

Άρθρον Πρώτον.

Κυρούται και έχει ισχύν Νόμος τό από 17 Μαρτίου 1979 υπογραφέν μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημο-

κρατίας και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας, Γ' Πρωτόκολλον Χρηματοδοτήσεως, μετά του συνημμένου ένδεικτικού πίνακος, των όποιων τό καίμενον εις πρωτότυπον εις την Γαλλικήν και εις μετάφρασιν εις την Ελληνικήν γλώσσαν έχει ως άκολούθως:

#### PROTOCOLE FINANCIER

entre le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française.

Dans le souci de poursuivre le renforcement des liens traditionnels d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays, le Gouvernement de la République hellénique et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole financier.

#### Article 1er

Montant et objet des facilités de crédit.

Le Gouvernement français consent au Gouvernement hellénique des facilités de crédit d'un montant maximum de CENT VINGT CINQ (125) millions de francs pour financer :

— dans la limite d'un montant maximum global de VINGT CINQ (25) MILLIONS de francs, l'achat en France de biens d'équipement et services français agréés par les deux parties et figurant sur la liste indicative annexée au présent protocole;

— pour le solde, l'achat en France de biens et services français destinés à la réalisation de projets industriels agréés par les deux parties et correspondant aux secteurs économiques qui figurent sur la liste indicative annexée au présent protocole.

Ces facilités de crédit prennent la forme :

— de prêts du Trésor public français d'un montant global maximum de VINGT CINQ (25) MILLIONS de francs,

— de crédits privés d'un montant global maximum de CENT (100) MILLIONS de francs garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE).

#### Article 2.

Mécanisme d'utilisation des facilités de crédit.

Le financement des projets qui seront retenus au titre du présent protocole est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor, d'une part, des crédits privés garantis, d'autre part.

a) Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor français est fixé à VINGT (20) % du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français.

b) L'utilisation des prêts du Trésor public français est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français, qui seront donc égaux à VINGT POUR CENT (20 %) du montant des biens et services d'origine française. Le montant des acomptes versés à la commande devra être égal à DIX pour CENT (10 %) au moins du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus.

c) Les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projets à concurrence de QUATRE-VINGT pour CENT (80 %) de la part rapatriable.

#### Article 3.

Modalités et conditions des facilités de crédit.

a) Les prêts du Trésor portent intérêt à TROIS ET DEMI POUR CENT (3,5 %) sur le montant restant dû et sont amortissables en VINGT DEUX (22) ans, en TRENTE DEUX (32) semestrialités égales et successives à l'issue d'un différé d'amortissement de SOIXANTE DIX HUIT (78) mois.

b) Les intérêts courent à partir de la date de chaque tirage et sont liquidés et payés à la fin de chaque semestre.

c) Une convention d'application entre la Banque de Grèce agissant pour le compte du Gouvernement hellénique et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français précisera les modalités d'utilisation et de remboursement des prêts du Trésor français.

d) Les crédits privés garantis seront amortis :

— pour ce qui concerne les projets industriels en VINGT (20) semestrialités égales et successives à compter des livraisons d'équipement ou de la mise en service des installations, selon les stipulations du contrat commercial ou de la convention bancaire;

— pour ce qui concerne les biens d'équipement ou services en DIX (10) semestrialités égales et successives à compter des livraisons ou de l'exécution.

Le contrat commercial ou la convention bancaire fixeront également les taux d'intérêt de ces crédits, qui seront les taux usuels des crédits de l'espèce. Ces crédits seront garantis par la Banque de Grèce.

e) La monnaie de compte et de paiement utilisée est le franc français.

#### Article 4.

Délai de mise en oeuvre.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1, les contrats particuliers passés avec les fournisseurs français devront être conclus au plus tard le 1er juillet 1980. Ils devront atteindre un montant minimum de DIX (10) MILLIONS de francs pour les projets industriels et de UN (1) MILLION de francs pour les biens d'équipement ou services.

Aucun tirage sur le prêt du Trésor ouvert par le présent Protocole ne pourra intervenir postérieurement au 1er juillet 1982.

Ces dates-limites pourront être prorogées d'un commun accord entre les administrations française et hellénique.

#### Article 5.

Modalités d'imputation.

L'imputation sur le présent protocole des contrats afférents aux projets industriels et aux biens d'équipement ou services visés à l'article 1er sera décidée par

échange de lettres entre le Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à ATHENES, agissant sur délégation des autorités françaises compétentes et le service compétent du Ministère de la Coordination.

La même procédure d'échange de lettres pourra modifier la liste indicative annexée au présent protocole.

#### Article 6.

Transport et assurance.

Les contrats financés au titre du présent protocole sont facturés au prix F.O.B.; toutefois, dans le cas où le transport serait effectué par un navire battant pavillon français et l'assurance contractée auprès d'une compagnie française, le financement du frêt et de l'assurance pourrait être assuré dans les proportions visées à l'article 1 ci-dessus, par utilisation du prêt du Trésor et des crédits privés garantis.

#### Article 7.

Entrée en application.

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Athènes, le 17 mars 1979  
(en double exemplaire)

Pour le Gouvernement de la République hellénique, Pierre PAPADAKIS  
Pour le Gouvernement de la République française, Philippe LAGAYETTE

#### LISTE INDICATIVE DES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE HELLÉNIQUE ET DES BIENS D'ÉQUIPEMENT ET SERVICES POUVANT BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT PAR LES CRÉDITS OUVERTS PAR LE PROTOCOLE

##### 1. Secteurs dont relèvent les projets industriels visés à l'article 1.

Télécommunications, télévision, informatique.

Unités de production pour les industries agricoles et alimentaires.

Mini-acières et ateliers complets pour l'industrie sidérurgique.

Production et distribution d'électricité (y compris les équipements électriques d'une cimenterie).

Équipement électronique d'aéroport.

Lignes de production de plastique.

##### 2. Biens d'équipement

Télécommunications.

Machines-outils.

Équipements et matériel agricoles.

Matériel et machines pour les industries alimentaires.

Matériel de radiologie et matériel chirurgical.

Matériel destiné à la recherche scientifique et médicale.

Matériel de climatisation industrielle.

Matériel destiné aux chemins de fer et au métro (matériel de traction, matériel de télécommunications et de signalisation, machines et équipement de levage pour les ateliers d'entretien).

Matériel lourd de travaux publics (excavatrices, pelleteuses).

Bateaux divers.

#### ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας.

Είς την προσπάθειαν της συνεχίσεως των παραδοσιακών δεσμών φιλίας και συνεργασίας οι οποίοι ενώνουν τα δύο κράτη,

ή Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας συνεφώνησαν τὴν σύνταξιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως.

#### \*Άρθρον 1.

Ποσὸν καὶ ἀντικείμενον τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις χορηγεῖ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν πιστωτικὰς διευκολύνσεις ὧσους ἑκατὸν εἴκοσι πέντε (125) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων, κατ' ἀνωτάτου ὅριον, διὰ τὴν χρηματοδότησιν:

— τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν καὶ ἀναφερομένων εἰς τὸ συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα, συνολικοῦ ἀνωτάτου ποσοῦ εἴκοσι πέντε (25) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων,

— διὰ τοῦ ὑπολοίπου ποσοῦ, τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προοριζομένων διὰ τὴν πραγματοποίησην βιομηχανικῶν ἔργων, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς τομεῖς οἱ ὅποιοι ἀναφέρονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα.

Αἱ πιστωτικαὶ αὗται διευκολύνσεις θὰ χορηγηθῶν ὑπὸ τὴν μορφήν:

— δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου συνολικοῦ ἀνωτάτου ποσοῦ εἴκοσι πέντε (25) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

— ἰδιωτικῶν πιστώσεων, ἡγγυημένων ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Ἀσφαλιστικῆς Ἑταιρείας διὰ τὸ Ἐξωτερικὸν Ἐμπόριον (COFACE) συνολικοῦ ἀνωτάτου ποσοῦ ἑκατὸν (100) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

#### \*Άρθρον 2.

Μηχανισμὸς χρησιμοποίησης τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἔργων τὰ ὅποια θὰ ἐγκριθῶν εἰς τὰ πλαίσια τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου πραγματοποιεῖται διὰ τῆς χρησιμοποίησης τότε τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου, ὅσον καὶ τῶν ἡγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

α) Τὸ ὄψος τῶν τραπεζικῶν δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου, καθορίζεται εἰς 20% τοῦ ἐπαναπατριστεύου εἰς τὴν Γαλλίαν ποσοῦ τῶν παραγγελιῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

β) Τὸ προῖον τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου προσρίζεται διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν προκαταβολῶν πρὸς τοὺς γάλλους προμηθευτὰς αἱ ὅποια οὕτω θὰ ἰσούνται πρὸς τὸ 20% τῆς ἀξίας τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν γαλλικῆς προελεύσεως. Τὸ ποσὸν τῆς προκαταβολῆς κατὰ τὴν παραγγελίαν πρέπει νὰ ἰσοῦται πρὸς τὸ 10% τοῦλάχιστον τοῦ ποσοῦ τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον (α).

γ) Αἱ ἡγγυημένα ἰδιωτικὰ πιστώσεις καλύπτουν τὸ ὑπόλοιπον τῆς χρηματοδότησεως τῶν ἔργων μέχρι συμπληρώσεως τοῦ 80% τοῦ ἐπαναπατριστεύου τμήματος.

#### \*Άρθρον 3.

Διαδικασία καὶ ὅροι παροχῆς τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

Α) Τὸ ἐπιτόκιον τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου ἀνέσχετα εἰς 3,5% ἐπὶ τοῦ ἐκάστοτε ὀφειλομένου υπολοίπου. Τὰ δάνεια εἶναι ἐξοφλητέα εἰς εἴκοσι δύο (22) ἔτη εἰς τριάκοντα δύο (32) ἴσας διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις, καταβλητέας μετὰ παρέλευσιν περιόδου χάριτος ἐξεσμήκοντα ὅκτῳ (78) μηνῶν.

Β) Οἱ τόκοι ὑπολογίζονται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκδόσεως ἀναλήψεως ἐκκαθαρίζονται δὲ καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ τέλος ἐκάστου ἐξαμήνου.

Γ) Σύμβασις ἐφαρμογῆς μετὰξὺ τῆς GREDIT NATIONAL ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ καθορίσῃ τὴν διαδικασίαν χρησιμοποίησης καὶ ἐξοφλήσεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου.

Δ) Αἱ ἡγγυημένα ἰδιωτικὰ πιστώσεις θὰ ἐξοφλοῦνται:

— ὅσον ἀφορᾷ τὰ βιομηχανικὰ ἔργα εἰς εἴκοσι (20) ἴσας

διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις ἀρχομένας ἀπὸ τῆς παραδόσεως τοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν ἐγκαταστάσεων, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἐμπορικοῦ συμβολαίου ἢ τῆς τραπεζικῆς συμφωνίας.

— ὅσον ἀφορᾷ τὸν κεφαλαιουχικὸν ἐξοπλισμὸν ἢ τὰς ὑπηρεσίας, εἰς δέκα (10) ἴσας διαδοχικὰς ἐξαμηνιαίας δόσεις, ἀρχομένας ἀπὸ τῆς παραδόσεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως.

Τὸ ἐμπορικὸν συμβόλαιον ἢ ἡ τραπεζικὴ σύμβασις θὰ καθορίζουν ὡςαύτως τὰ ἐπιτόκια τῶν πιστώσεων αὐτῶν, τὰ ὅποια θὰ εἶναι τὰ συνήδη ἐπιτόκια διὰ τὰς πιστώσεις τοῦ εἴδους τούτου. Αἱ πιστώσεις αὗται θὰ εἶναι ἡγγυημέναι ὑπὸ τῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος.

Ε) Τὸ νόμισμα τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν πληρωμῶν εἶναι τὸ γαλλικὸν φράγκον.

#### \*Άρθρον 4.

Προθεσμία θέσεως ἐν λειτουργίᾳ.

Διὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀντλήσεως ἐκ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον 1 πιστώσεων, τὰ κατ' ἰδίαν συμβόλαια μετὰ τῶν γάλλων προμηθευτῶν θὰ πρέπει νὰ συναφθῶν τὸ ἀργότερον μέχρι τῆς 1ης Ἰουλίου 1980. Θὰ πρέπει δὲ νὰ ἀνέρχονται κατ' ἐλάχιστον ὅριον εἰς τὸ ποσὸν τῶν (10) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων προκειμένου περὶ βιομηχανικῶν ἔργων καὶ εἰς τὸ ποσὸν τοῦ ἐνός (1) ἑκατομμυρίου φράγκων προκειμένου περὶ κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

Οὐδεμία ἀνάληψις ἐκ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου τῶν χορηγούμενων διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δύναται νὰ λάβῃ χώραν μετὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1982.

Αἱ προθεσμίαι αὗται δύνανται νὰ παραταθῶν κατόπιν κοινης συμφωνίας τῶν γαλλικῶν καὶ ἑλληνικῶν ἀρχῶν.

#### \*Άρθρον 5.

Διαδικασία ὑπαγωγῆς εἰς τὸ Πρωτόκολλον.

Ἡ ὑπαγωγή εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συμβολαίων ἀναφερομένων εἰς βιομηχανικὰ ἔργα καὶ ἀγορὰν κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ, ἢ παροχῆν ὑπηρεσιῶν, ὡς προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 1, θὰ ἀποφασίζεται δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μετὰξὺ τοῦ Ἐμπορικοῦ Συμβούλου τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας εἰς τὴν Ἀθήναι, ἐνεργούντος διὰ λογαριασμὸν τῶν ἀρμοδίων γαλλικῶν ἀρχῶν καὶ τῆς ἀρμοδίας ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Διὰ τῆς ἰδίας διαδικασίας ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν θὰ δύναται νὰ τροποποιηθῇ ὁ συνημμένος εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸς πίναξ.

#### \*Άρθρον 6.

Μεταφορὰ καὶ ἀσφάλισις.

Τὰ συμβόλαια τὰ χρηματοδοτούμενα ἔσονται τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ τιμολογοῦνται εἰς τιμὰς FOB, ἐν τούτοις εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ μεταφορὰ θὰ ἐπραγματοποιεῖτο μὲ πλοῖον ὑπὸ γαλλικὴν σημαίαν καὶ ἡ ἀσφάλισις ὑπὸ γαλλικῆς ἐταιρείας, ἡ χρηματοδότησις τοῦ ναύλου καὶ τῶν ἀπράλιπτων θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξασφαλισθῇ, κατὰ τὰς ἀνάγκας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 1 διὰ τῆς χρησιμοποίησης τοῦ δανείου τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου κατὰ τῶν ἡγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

#### \*Άρθρον 7.

\*Εναρξίς ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς του.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17ῃ Μαρτίου 1979

(εἰς διπλοῦν)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν  
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας  
ΠΕΤΡΟΣ ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν  
τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας  
PHILIPPE LAGARDE

## ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

Τῶν ταμίων τῆς ἐλληνικῆς οἰκονομίας καὶ τῶν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν τὰ ὁποῖα δύναται νὰ χρηματοδοτηθοῦν ἀπὸ τὰς πιστώσεις τοῦ Πρωτοκόλλου.

1. Ταμεῖς εἰς τοὺς ὁποίους ἀναφέρονται τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 1 βιομηχανικά ἔργα:

- Τηλεπικοινωνίαι, τηλεόρασις, πληροφόρησις,
- μονάδες παραγωγῆς διὰ γεωργικὰς βιομηχανίας καὶ βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς,
- μικραὶ χηλοδουργικαὶ μονάδες καὶ πλήρη ἐργαστήρια διὰ σιδηροβιομηχανίας,
- παραγωγή καὶ διανομὴ ηλεκτρικοῦ ρεύματος (συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ηλεκτρολογικοῦ ἐξοπλισμοῦ μιᾶς τριμενοβιομηχανίας),
- ηλεκτρονικὸς ἐξοπλισμὸς ἀεροδρομίου,
- παραγωγή πλαστικῶν.

2. Κεφαλαιουχικὸς ἐξοπλισμὸς:

- τηλεπικοινωνίαι
- ἐργαλειομηχαναὶ
- γεωργικὰ μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς
- μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς
- ἀκτινολογικὰ μηχανήματα καὶ χειρουργικὰ ἐργαλεῖα
- ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος δι' ἐπιστημονικὴν καὶ ἱατρικὴν ἔρευναν
- μηχανήματα κλιματισμοῦ βιομηχανικῶν
- ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος διὰ τοὺς σιδηροδρόμους καὶ τὸ μετρὸ (μηχαναὶ ἐλξεως, τηλεπικοινωνιακὸν ὕλικόν καὶ ὕλικόν σηματοδότησεως, ἀνυψωτήρες συνεργείων).
- βαρέα μηχανήματα δημοσίων ἔργων (ἐκσκαφεῖς, μηχανικὰ πύα)
- πλοῖα διάφορα.

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσίευσέως του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον, κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ  
**ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Νοεμβρίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 987

Περὶ ἐπιστροφῆς προικῶν ἀκινήτων εἰς περίπτωσιν λύσεως τοῦ γάμου καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τὸ ἄρθρον 1417 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος προστίθεται παράγραφος δευτέρα, ἔχουσα ὡς ἀκολούθως:

Ἡ ἀκίνητα τῶν ὁποίων ἡ κυριότης μετεβιβάσθη εἰς τὸν ἄνδρα λόγῳ προικὸς κατὰ τὸ ἄρθρον 1413, ἐκποιεῖται ἡ συνιστῶνται ἐπ' αὐτῶν ἐμπράγματα δικαιώματα ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς μόνον κατόπιν συναιδέσεως τῆς γυναικὸς παρεχομένης διὰ συμβολαιογραφικοῦ ἐγγράφου. Ἐπὶ ἐκποίησης ἀντικείμενον τῆς προικὸς καθίσταται ἡ κατὰ τὴν ἐκποίησιν ἀξία τῶν ἀκινήτων.

Ἡ κατὰ παράθεσιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης παραγράφου ἐκποίησις ἡ σύστασις ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων εἶναι ἄκυρος ὑπὲρ τῆς γυναικὸς καὶ τῶν κληρονόμων τῆς.

2. Εἰς τὸ ἄρθρον 1426 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος προστίθεται παράγραφος δευτέρα, ἔχουσα ὡς ἀκολούθως:

Ἡ ἀκίνητα τῶν ὁποίων ἡ κυριότης μετεβιβάσθη εἰς τὸν ἄνδρα λόγῳ προικὸς, κατὰ τὸ ἄρθρον 1413, σωζόμενα εἰς τὴν περιουσίαν αὐτοῦ κατὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου, περιέρχονται αὐτοῦσια αὐτοδικαίως εἰς τὴν γυναῖκα ἡ τοὺς κληρονόμους τῆς.

3. Ἐμπράγματα δικαιώματα τρίτων ἐπὶ ἀκινήτων μεταβιβαζόμενων εἰς τὸν ἄνδρα λόγῳ προικὸς κατὰ τὸ ἄρθρον 1413, ὀφιστάμενα κατὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος, δὲν θίγονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων. Διὰ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἔχει ἡ γυνὴ ἐνοχικὴν ἀξίωσιν κατὰ τοῦ ἀνδρὸς ἡ τῶν κληρονόμων του.

Ἄρθρον 2.

1. Ἀπὸ τῆς ἐναρξέως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος ἀπαγορεύεται καὶ εἶναι ἄκυρος ὑπὲρ τῆς γυναικὸς καὶ τῶν κληρονόμων τῆς ἡ δι' ἀναγκαστικῆς ἐκτελέσεως, ἐπισπευδομένης ὑπὸ τῶν δυνειπτῶν τοῦ ἀνδρὸς, ἀνευ τῆς συναιδέσεως τῆς γυναικὸς, ἐκποίησις προικῶν ἀκινήτων μεταβιβαζόμενων εἰς τὸν ἄνδρα κατὰ τὸ ἄρθρον 1413 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, ἐὰν καταχρέσεως ἐπιβληθείσης μετὰ τὴν ἐναρξιν ἰσχύος τοῦ παρόντος.

2. Ἡ παράγρ. 2 τοῦ ἁρθροῦ 1 τοῦ παρόντος ἔχει ἐφαρμογὴν καὶ ἐπὶ γάμων λυομένων θάσει τοῦ Ν. 868/1979.

3. Ὁ ἀνὴρ ὁ παραβαίνων τὰς διατάξεις τῆς παρ. 1 τοῦ προηγουμένου ἁρθροῦ, ὡς καὶ οἱ μετ' αὐτοῦ συμποσάτοντες, τιμωροῦνται κατὰ τὸ ἄρθρον 386 τοῦ Ποινικοῦ Κώδικος.

Ἄρθρον 3.

Ὁ τρόπος περιελύσεως τῆς προικὸς εἰς τὴν γυναῖκα, τὰ τῆς σχετικῆς σημειώσεως εἰς τὰ βιβλία τῶν μεταγραφῶν καὶ πᾶσα περὶ τῶν δευμάτων τούτων λεπτομέρεια, καθορίζονται διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος, ἐκδιδόμενου τῇ προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Δικαιοσύνης ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς δημοσίευσέως τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ ἁρθροῦ 1 καὶ τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ ἁρθροῦ 2 τοῦ παρόντος, προκειμένου περὶ γάμων λυομένων θάσει τοῦ Ν. 868/1979, ἄρχεται ἀπὸ τῆς 25ης Ἰουλίου 1979 εἰς πᾶσαν δὲ ἄλλην περίπτωσιν ἡ ἰσχὺς τῶν διατάξεων τούτων ἄρχεται ἀπὸ τῆς 16ης Ὀκτωβρίου 1979.

Ἡ ἰσχὺς τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἁρθροῦ 2 ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσίευσέως τοῦ παρόντος διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον, κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Νοεμβρίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ  
**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

(3)

## ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 988

Περί ρυθμίσεως μισθολογικών τινών θεμάτων ἀφορώντων  
τοὺς Ἀξιωματικούς καὶ Ἀνθυποσπιστὰς τῶν Ἐνόπλων  
Δυνάμεων, τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας καὶ Λιμενικοῦ  
Σώματος.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

## Ἄρθρον 1.

Μισθολογικὴ Προαγωγὴ Ἀξιωματικῶν.

1. Ἀξιωματικοὶ ἀπὸ τοῦ βαθμοῦ τοῦ Ὑπολοχαγοῦ μέχρι καὶ τοῦ Ἀντισυνταγματάρχου καὶ οἱ ἀντιστοιχοῦντες τῶν λοιπῶν Κλάδων, ὡς καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Χωροφυλακῆς, τῆς Ἀστυνομίας Πόλεων καὶ τοῦ Πυροσβεστικοῦ καὶ Λιμενικοῦ Σώματος, συμπληροῦντες τὸν κάτωθι χρόνον πραγματικῆς συνολικῆς ὑπηρεσίας μονίμου—Ἀξιωματικοῦ, προάγονται μισθολογικῶς εἰς τὸν ἀνώτερον βαθμὸν, ἐφ' ὅσον προδέλεπται οὗτος εἰς τὸ Σῶμα ἢ Γενικὴν εἰδικότητα τοῦ Σώματος εἰς ἣν ἀνήκουν, διὰ Πράξεως τοῦ ἀρμοδίου Ὑπουργοῦ καὶ παρέχεται εἰς τοὺς οὗτος βασικὸς μισθὸς τοῦ ἀνωτέρου βαθμοῦ, προσαυξανόμενος διὰ τῶν πάσης φύσεως ἐπιδομάτων καὶ λοιπῶν παροχῶν, ὡς ἐὰν οἱ Ἀξιωματικοὶ οὗτοι εἶχαν προαχθῇ βαθμολογικῶς εἰς τὸν βαθμὸν τοῦτον:

α. Ὑπολοχαγοί: 7 ἔτη ἢ 4 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμὸν

β. Λοχαγοί: 12 ἔτη ἢ 5 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμὸν.

γ. Ταγματάρχαι: 16 ἔτη ἢ 4 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμὸν

δ. Ἀντισυνταγματάρχαι: 20 ἔτη ἢ 4 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμὸν.

2. Οἱ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου λαβόντες τὰς ἀποδοχὰς τοῦ ἀνωτέρου ἐνὸς Ἀξιωματικοῦ ἐπὶ τῇ ἀποχωρήσει των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας, καθ' οἷον δῆποτε τρόπον καὶ ἐφ' ὅσον κρίνονται ὡς προαχθέντες, προάγονται αὐτοδικαίως εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ ὁποίου ὁ μισθὸς ἀπειρημένη εἰς αὐτοὺς, πλὴν τῆς περιπτώσεως ἀποτάξεως ἢ ἀποστρατείας λόγῳ καταδίκης ἢ πειθαρχικοῦ πρωτοκόμματος.

3. Διὰ τὴν αὐτοδικαίαν κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου βαθμολογικὴν προαγωγὴν τῶν Ἀξιωματικῶν ἢ κρίσις αὐτῶν ὡς προαχθέντων προκύπτει ἐκ τῶν οἰκείων πινάκων κρίσεως, ἄλλως ἐνεργεῖται: ὑπὸ τοῦ κατὰ Κλάδον ἀρμοδίου Συμβουλίου Κρίσεως κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου περὶ ἱεραρχίας καὶ προαγωγῶν, βάσει σχετικῶν προτάσεων, τῆς ὑπηρεσίας.

## Ἄρθρον 2.

Μισθολογικὴ Προαγωγὴ Ἀνθυποσπιστῶν.

1. Οἱ Ἀνθυποσπιστὰς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων, τῆς Ἑλληνικῆς Χωροφυλακῆς, τοῦ Λιμενικοῦ Σώματος καὶ οἱ τοῦτοις ἀντιστοιχοῦντες τῆς Ἀστυνομίας Πόλεων καὶ τοῦ Πυροσβεστικοῦ Σώματος, ἐξομοιοῦνται ἀπὸ ἀπόψεως ἀποδοχῶν πρὸς Ἀξιωματικούς, ἀναλόγως τῶν ἐτῶν παραμονῆς των εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυποσπιστοῦ ἢ τῆς συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας των ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυποσπιστῶν, ὡς ἀκολουθεῖ:

α. Ἀπὸ τεσσάρων (4) ἕως ἐπτά (7) ἐτῶν εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυποσπιστοῦ ἢ ἀπὸ δέκα ἕξ (16) ἕως δέκα ἐννέα (19) ἐτῶν συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας, ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυποσπιστῶν, πρὸς Ἀνθυπολοχαγούς.

β. Ἀπὸ ἐπτά (7) ἕως ἑνδεκά (11) ἐτῶν εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυποσπιστοῦ ἢ ἀπὸ δέκα ἐννέα (19) ἕως εἴκοσι τριῶν (23) ἐτῶν συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας, ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυποσπιστῶν, πρὸς Ὑπολοχαγούς.

γ. Ἀπὸ τῶν ἑνδεκά (11) ἐτῶν εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυποσπιστοῦ ἢ ὅντων τῶν εἴκοσι τριῶν (23) ἐτῶν συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυποσπιστῶν, πρὸς Λοχαγούς.

2. Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου χρόνου, α. προσμετρεῖται καὶ ὁ πέραν τῶν δύο (2) ἐτῶν χρόνος φοιτήσεως εἰς παραγωγικὴν Σχολήν, ἐφ' ὅσον ἡ διάρκεια τῆς φοιτήσεως εἰς τὴν Σχολήν ταύτην εἶναι μεγαλύτερα τῶν δύο ἐτῶν, β. δὲν λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ὁ μὴ λογιζόμενος ὡς χρόνος ὑπηρεσίας εἰς τὸν βαθμὸν, ὡς πρὸς τὸ δικαίωμα προαγωγῆς βάσει τῆς παραγράφου 7 τοῦ ἄρθρου 13 τοῦ Ν.Δ. 445/1974.

3. Ἡ ἐξομοίωσις συνίσταται εἰς τὴν λήψιν τόσο τοῦ βασικοῦ μισθοῦ, ὅσον καὶ τῶν ἐπιδομάτων τοῦ ἀντιστοίχου βαθμοῦ πρὸς ὃν ἐξομοιοῦνται, ἐκτὸς τοῦ τεχνικοῦ ἐπιδόματος τὸ ὁποῖον ὑπολογίζεται ἐπὶ τοῦ βασικοῦ μισθοῦ τοῦ Ἀνθυποσπιστοῦ.

4. Ἀνθυποσπιστὰς προαγόμενος εἰς Ἀξιωματικούς ἐξακολουθεῖ καὶ μετὰ τὴν προαγωγὴν των νὰ ἐξομοιοῦνται μισθολογικῶς ὡς εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος καθεορίζεται, προσμετροῦντες εἰς τὸν διανυθέντα χρόνον Ἀνθυποσπιστοῦ καὶ τὸν διανυόμενον τοιοῦτον εἰς τοὺς βαθμούς Ἀξιωματικῶν.

5. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος καὶ μόνον οἱ μονιμοποιηθέντες ἐξ ἀνακατατάξεως Ἀνθυποσπιστὰς λογίζεται ὅτι κέκτηνται τοῦ βαθμοῦ τοῦ Ἀνθυποσπιστοῦ ἂν ἢς συνεπλήρωσαν ἐννεαετὴ (9ετῆ) πραγματικὴν ὑπηρεσίαν ἀπὸ τῆς ὀνομασίας των ὡς ἀνακατατεταγμένου Σμηνίου. Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς ἐννεαετοῦς πραγματικῆς ὑπηρεσίας λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν καὶ προσμετρεῖται ἡ ὑπηρεσία:

α. Ἡ πραγματικῶς διανυθεῖσα μετὰ τὴν ὀνομασίαν των ὡς ἀνακατατεταγμένων Σμηνίων εἰς τὰς Ἐνόλους Δυνάμεις καὶ εἰς τὰς λοιπὰς Δημοσίας Ὑπηρεσίας ὑπ' οἰκονομικὴν σχέσιν, ἐφ' ὅσον ἀναγνωρίζεται ὡς συντάξιμος.

β. Ἡ εἰς Νομικὰ Πρόσωπα Δημοσίου Δικαίου καὶ Ὁργανισμοὺς Τοπικῆς Αὐτοδιοικήσεως πραγματικῶς διανυθεῖσα μετὰ τὴν ὀνομασίαν των ὡς ἀνακατατεταγμένων Σμηνίων, ἐφ' ὅσον αὕτη ἀναγνωρίζεται ὡς συντάξιμος ὑπ' οἰκονομικὴν σχέσιν.

## Ἄρθρον 3.

Αἱ παράγραφοι 1 ἕως 7 τοῦ ἄρθρου 52 τοῦ Ν.Δ. 445/74, ὡς τοῦτο συνεπληρώθη διὰ τοῦ Ν. 744/1977, ἀντικαθίστανται διὰ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος, ἡ δὲ παράγραφος 8 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου καταργεῖται ἂν ἢς ἰσχύσῃ.

## Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1979.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον, κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ  
ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΑΘ. ΚΑΡΕΛΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΜΠΑΛΚΟΣ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΑΙΑΣ

ΕΜΜΑΝΟΥΗΛ ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ

Ἐδωροθήρη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Νοεμβρίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

## ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 919

Περὶ μερικῆς ἀνακλήσεως Διατάγματος καὶ κυρώσεως συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἀξιωματικῶν Πολεμικῆς Ἀεροπορίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

α) Τὰ ἄρθρα 39, 43 καὶ 45 τοῦ Ν. Δ. 178/1969 «περὶ Ἱεραρχίας, Προαγωγῶν καὶ Τοποθετήσεων τῶν Μονίμων Ἀξιωματικῶν τῶν Ἑνόπλων Δυνάμεων».

β) Τὰς ὑπ' ἀριθ. 7 καὶ 8 ἀποφάσεις τῆς 34/1979 Συνεδριάσεως καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 4 τῆς 35/1979 Συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων, προτάσει τοῦ ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαντες καὶ ὀρίζομεν:

Ι. Ἀνακλησόμεν:

1. Τὸ ὑπ' ἀριθ. 229/30.3.1979 Προεδρικὸν Διάταγμα «περὶ Κυρώσεως Συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἀξιωματικῶν Πολεμικῆς Ἀεροπορίας» δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 65/4.4.1979 Φύλλον Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως (Τεύχος Α') εἰς ὅτι ἀφορᾷ τούτο τὴν κύρωσιν τῶν κάτωθι συμπληρωματικῶν Πινάκων ἔτους 1978—1979:

α) Ἀποστρατευτοῦ Ἀντισμηάρχου Ἰπταμένου Παπανικολάου Ἰωάννου (4322), λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

β) Ἀποστρατευτοῦ Ἀντισμηάρχου Τεχνικοῦ Α' (Μηχανικοῦ) Κουρούλη Νικολάου (4078), λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

2. Τὸ ὑπ' ἀριθ. 323/8.5.1979 Προεδρικὸν Διάταγμα «περὶ Κυρώσεως Ὀριστικῶν Πινάκων Ἀνωτάτων καὶ Ἀνωτέρων Ἀξιωματικῶν Πολεμικῆς Ἀεροπορίας ἔτους 1979—1980» δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 104/8.5.1979 Φύλλον Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως (Τεύχος Α') εἰς ὅτι ἀφορᾷ τούτο τὴν κύρωσιν τῶν κάτωθι Πινάκων:

α) Ἀποστρατευτοῦ Ταξίαρχου Ἰπταμένου Ρούλια Εὐθυμίου (2322) λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

β) Ἀποστρατευτοῦ Σμηάρχου Ὑπηρεσίας Ἐξάρχους (Ἐπετηρίδας Ἰπταμένων) Σαργένη Νικολάου (2332) λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

γ) Προακτέον κατ' ἀρχαιότητα Ἀντισμηάρχων Ἰπταμένων εἰδικῶς καὶ μόνον εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸν Ἀντισμηάρχον Ἰπταμένου Σταθακόπουλον Ἀχιλλέα (4622), λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

II. Κυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων συνταχθέντας, κατόπιν ἐπανακρίσεως τῇ προσφυγῇ τῶν ἐνδιαφερομένων, συμπληρωματικούς Πίνακας.

α) ἔτους 1978—1979:

1) Παραμένοντες εἰς τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀντισμηάρχου Ἰπταμένου.

2) Παραμένοντες εἰς τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀντισμηάρχου Τεχνικοῦ Α' (Μηχανικοῦ).

β) ἔτους 1979—1980:

1) Προακτέον κατ' ἀρχαιότητα Ταξίαρχου Ἰπταμένου.

2) Προακτέον κατ' ἀρχαιότητα Σμηάρχου Ὑπηρεσίας Ἐξάρχους (Ἐπετηρίδας Ἰπταμένων).

3) Προακτέον κατ' ἐκλογὴν Ἀντισμηάρχου Ἰπταμένου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ  
**ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ**

(5)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 920

Περὶ ἀνακατανομῆς κενῶν θέσεων Βοηθῶν εἰς θέσεις Ἐπιστημονικῶν Συνεργατῶν παρὰ τῇ Νομικῇ Σχολῇ τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

1) Τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 26 (παρ. 4) τοῦ Ν. 815/1978 «περὶ ρυθμίσεως θεμάτων ἀφορώντων εἰς τὴν ὀργάνωσιν καὶ λειτουργίαν τῶν Ἀνωτάτων Ἐκπαιδευτικῶν Ἰδρυμάτων».

2) Τὴν σύμφωνον γνώμην τῆς Νομικῆς Σχολῆς (συνεδρία 7.2.79) καὶ τῆς Συγκλήτου (συνεδρία 11.4.79) τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν, καὶ

3) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 936/1979 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ἀποφασίζομεν:

\* Ἀρθρον μένον.

Ἐκ τῶν παρὰ τῇ Νομικῇ Σχολῇ τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν ὑφισταμένων θέσεων Βοηθῶν, αἱ κάτωθι κεναὶ τοιαῦται ἀνακατανέμονται εἰς θέσεις Ἐπιστημονικῶν Συνεργατῶν:

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Α' Ἀστικοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Β' Ἀστικοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Ἱστορίας Ἑλληνικοῦ καὶ Ρωμαϊκοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Α' Ἐμπορικοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Ἐκκλησιαστικοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Α' Ποινικοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Β' Ποινικοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Συνταγματικοῦ Δικαίου.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Β' Πολιτικῆς Οἰκονομίας.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Γ' Πολιτικῆς Οἰκονομίας.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Δ' Πολιτικῆς Οἰκονομίας.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Γενικῆς Κοινωνιολογίας.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Στατιστικῆς.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Πολιτικῆς Ἐπιστήμης καὶ Πολιτικῶν Θεωριῶν.

Μία (1) θέσις τῆς Ἑδρας Μαθηματικῶν Οἰκονομικῆς Ἀναλύσεως.

Μία (1) θέσις τοῦ Σπουδαστηρίου Πολιτικῶν Ἐπιστημῶν.

Μία (1) θέσις τοῦ Σπουδαστηρίου Οἰκονομικῶν Ἐπιστημῶν.

Εἰς τὸν Ὑπουργόν Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

**ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**

**ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**



(6)

## ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 921

Περὶ μετατροπῆς κενῶν θέσεων ἐπικουρικών καθηγητῶν τῆς Φιλοσοφικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν εἰς ἐκτακτοὺς αὐτοτελεῖς ἑδρας τῆς αὐτῆς Σχολῆς καὶ καθορισμοῦ τοῦ τίτλου καὶ τοῦ περιεχομένου αὐτῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

## 1. Τὰς διατάξεις:

α) Τοῦ ἄρθρου 27 (παρ. 1) τοῦ Ν. 815/78 «περὶ ρυθμίσεως θεμάτων ἀφορώντων εἰς τὴν ὀργάνωσιν καὶ λειτουργίαν τῶν Ἀνωτάτων Ἐκπαιδευτικῶν Ἰδρυμάτων».

β) Τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Π.Δ. 704/1979 «περὶ περιορισμοῦ συναρμοδιοτήτων κατὰ τὴν ἐκδοσὶν διοικητικῶν πράξεων ἐπὶ ἀντικειμένων ἀρμοδιότητος μεταξὺ Ὑπουργείων Προεδρίας Κυβερνήσεως, Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων καὶ Οἰκονομικῶν» (ΦΕΚ 204 Α').

γ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 10851/1979 βεβαίωσιν τῆς Ὑπηρεσίας Ἐντελλομένων Ἐξέδων τοῦ Ὑπουργείου Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων.

2. Τὴν σύμφωνον γνώμην τῆς Φιλοσοφικῆς Σχολῆς (Συνεδρίασις: 26.1.79, 2.2.79 καὶ 9.2.79) καὶ τῆς Συγκλήτου (Συνεδρίασις: 27.2.79), τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν, καὶ

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 998/79 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ἀποφασίζομεν:

\* Ἀρθρον μόνον.

Ἐκ τῶν εἰς τὴν Φιλοσοφικὴν Σχολὴν τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν ὑφιστάμενων θέσεων Ἐπικουρικῶν Καθηγητῶν, δάσει τῆς ὑπ' ἀριθ. 138/7.12.71 ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου (ΦΕΚ 255 Α') καὶ τοῦ Π.Δ. 109/77 (ΦΕΚ 37 Α'), αἱ κάτωθι κενὰ τοιαῦτα μετατρέπονται ὡς ἀκολουθῶς:

1. Τῆς τακτικῆς ἑδρας Α' Νέας Ἑλληνικῆς Φιλολογίας εἰς ἐκτακτον αὐτοτελεῖ ἑδραν Νεοελληνικῆς Φιλολογίας μὲ περιεχόμενον: Ἑρμηνεία κειμένων Ἑλλήνων ποιητῶν καὶ πεζογράφων τοῦ 19ου καὶ 20ου αἰῶνος ἐν ἀναφορᾷ καὶ πρὸς τὰ λογοτεχνικά ρεύματα τῆς Εὐρώπης.

2. Τῆς τακτικῆς ἑδρας Α' Λατινικῆς Φιλολογίας εἰς ἐκτακτον αὐτοτελεῖ ἑδραν Λατινικῆς Φιλολογίας μὲ περιεχόμενον:

Τὴν κλασσικὴν λατινικὴν γραμματεῖαν, κυρίως δὲ τὴν μεταγενεστέραν καὶ μεσαιωνικὴν, εἰ δὲ τὴν λατινικὴν ἐπιγραφικὴν καὶ παλαιογραφίαν, ὡς καὶ τὴν ἐξέτασιν τῶν ἐπιδράσεων τῆς λατινικῆς γραμματείας ἐπὶ τῶν νεωτέρων λογοτεχνικῶν.

3. Τῆς τακτικῆς ἑδρας Β' Φιλοσοφίας εἰς ἐκτακτον αὐτοτελεῖ ἑδραν Ἱστορίας τῆς Φιλοσοφίας μὲ περιεχόμενον:

Τὴν Ἱστορίαν τῆς Νεωτέρας Εὐρωπαϊκῆς Φιλοσοφίας μέχρι τοῦ τέλους τοῦ 19ου αἰῶνος ἐν ἀναφορᾷ πρὸς τοὺς ἐκπροσώπους τῆς Φιλοσοφικῆς διανοήσεως τοῦ νεωτέρου Ἑλληνισμοῦ.

4. Τῆς τακτικῆς ἑδρας Ἱστορίας Μέσων καὶ Νεωτέρων Χρόνων εἰς ἐκτακτον αὐτοτελεῖ ἑδραν Ἱστορίας καὶ Πολιτισμοῦ τῶν λαῶν τῆς Μέσης Ἀνατολῆς (κυρίως Τούρκων καὶ Ἀράβων) κατὰ τοὺς νεωτέρους χρόνους, περιλαμβανούσα δευτερευόντως τὰς ἀντιστοιχίας γλώσσας καὶ λογοτεχνίας.

5. Τῆς τακτικῆς ἑδρας Β' Λατινικῆς Φιλολογίας εἰς ἐκτακτον αὐτοτελεῖ ἑδραν Γλωσσολογίας μὲ περιεχόμενον:

Ἱστοριοσυγκριτικὴν καὶ γενικὴν γλωσσολογίαν. (συγκριτικὴν ἀνάλυσιν τῆς γλώσσης, φωνολογίαν, Μορφολογίαν, Σημασιολογίαν, Σύνταξιν).

6. Τῆς τακτικῆς ἑδρας Β' Ἀρχαίας Ἑλληνικῆς Φιλολογίας εἰς ἐκτακτον αὐτοτελεῖ ἑδραν τῆς Κοινωνικῆς Ψυχολογίας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργοῦ, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ  
**ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ**

(7)

## ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 922

Περὶ τροποποιήσεως τῶν παρ. 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Κανονισμοῦ Παραγῶν τοῦ Ταμείου Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως Ἀρτοποιῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20 παρ. 11 τοῦ Ν. Δ'/τος 135/1946 «περὶ Ταμείου Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως Ἀρτοποιῶν».

2. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 παρ. 2 τοῦ Ν. 400/1976 «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων» (ΦΕΚ 203/1976, τ. Α').

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ3/2087/6.12.77 (ΦΕΚ 1278/77, τ. Β') ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.

4. Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 17 παρ. 2 ἐδάφ. α', περίπτ. αα' καὶ 113 παρ. 2 ἐδ. α' τοῦ Π.Δ. 544/77 «περὶ Ὁργανισμοῦ τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν» (ΦΕΚ 178/77, τ. Α') ὡς ἡ τελευταία αὕτη ἀντικατεστάθη διὰ τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 1 τοῦ Ν. 728/77 «περὶ τοῦ τρόπου ἐξοφλήσεως ὀφειλῶν τῶν ἡμερησίων Ἐφημερίδων Ἀθηνῶν ἐκ καθυστερουμένων ασφαλιστικῶν εἰσφορῶν πρὸς φορεῖς Κοινωνικῆς Ἀσφαλίσεως, ἀρμοδιότητος τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων» (ΦΕΚ 316/77, τ. Α').

5. Τὴν πρότασιν τοῦ Δ. Σ. τοῦ Ταμείου Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως Ἀρτοποιῶν ληφθεῖσαν κατὰ τὰς 246/27.6.79 καὶ 374/9.10.79 συνεδριάσεις αὐτοῦ.

6. Τὴν γνώμην τοῦ παρ' ἡμῖν Συμβουλίου Κοινωνικῆς Ἀσφαλείας (ἀριθ. συν. 24/29.8.79 τῆς Κ' περιόδου).

7. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 1069/79 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργοῦ, ἀποφασίζομεν:

\* Ἀρθρον 1.

1. Τὰ ἐδάφια α, β καὶ γ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ 312/75 Π. Δ'/τος, ὡς ἀντικατεστάθησαν ὑπὸ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 591/76 Π. Δ'/τος καὶ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 532/78 Π. Δ'/τος, ἀντικαθίστανται ὡς ἀκολουθῶς:

«α) Διὰ τοὺς κατεργαζομένους ἀπὸ 128—135 χιλιογράμμα ἀλεύρων ἡμερησίως, ἐκ τοῦ γινομένου τὸ ὅποιον προκύπτει ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος ἀλεύρων ἡμερησίως, ἐπὶ συντελεστὴν 20,657.

β) Διὰ τοὺς κατεργαζομένους ἀπὸ 136—250 χιλιογράμμα ἀλεύρων ἡμερησίως ἐκ τοῦ ἀθροίσματος τῶν γινομένων τὸ ὅποιον προκύπτει ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος ἀλεύρων 135 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 20,657 καὶ ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης

ποσότητος αλεύρων πέραν τῶν 135 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 12,595.

γ) Διὰ τοὺς κατεργαζομένους πλέον τῶν 250 χιλιογράμμων αλεύρων ἡμερησίως, ἐκ τοῦ ἀθροίσματος τῶν γινομένων τῶ ὁποῖον προκύπτει ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος αλεύρων 135 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 20,657, ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος αλεύρων 115 χιλιογράμμων (250—135) ἐπὶ συντελεστὴν 12,595 καὶ ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος αλεύρων πέραν τῶν 250 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 6,348».

2. Ἡ παρ. 4 τοῦ ἀρθροῦ 7 τοῦ Π. Δ/τος 312/75, ὡς ἀντικατεστάθη ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 591/76 Π. Δ/τος καὶ ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἀρθροῦ 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 532/78 Π. Δ/τος, ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολουθῶς:

«4. Ἡ κατὰ τὴν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἀρθροῦ σύνταξις γήρατος κατὰ μῆνα δὲν δύναται, ἐν πάσῃ περιπτώσει: νὰ ὑπερβῇ τὰ τριᾶκοντα πέντε τριακοστὰ πέμπτα τῆς πλήρους συντάξεως, οὐδὲ τὸ ποσὸν τῶν 8.397 δρχ. μηνιαίως, οὔτε νὰ εἶναι κατωτέρα τῶν δέκα ἑξ τριακοστῶν πέμπτων τῆς πλήρους συντάξεως τῆς πρώτης κλάσεως, ὡς αὕτη καθορίζεται ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τοῦ συντελεστοῦ αὐτῆς ἐπὶ τὴν μέσθην ἡμερησίαν κατεργασίαν αλεύρων 128 χιλιογράμμων, οὐδὲ τὸ ποσὸν τῶν 1.314 δρχ. μηνιαίως».

Ἄρθρον 2.

Αἱ ὑπὸ τοῦ Ταμείου παρεχόμεναι συντάξεις, ὧν ἡ ἐναρξίς καταβολῆς ἐμπίπτει εἰς τὸ μέχρι τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος χρονικὸν διάστημα ἀναπροσαρμόζονται, οἰκοθεν, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου, βάσει τῶν νέων συντελεστῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρ. 1 τοῦ ἀρθροῦ 16 τοῦ Π. Δ/τος 312/75.

Ἡ ἐκ τῆς ἀναπροσαρμογῆς τῶν συντάξεων προκύπτουσα διαφορὰ καταβάλλεται ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρchetαι ἀπὸ τῆς 1ης τοῦ ἐπομένου τῆς δημοσιεύσεώς του, διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, μηνὸς.

Εἰς τὸν ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργόν, ἀνατίθεται τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Π. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ**

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ  
**ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΠΟΣΤΟΛΑΤΟΣ**